l'UNSA fonction publique de l' UR Grand Est
reçue par le préfet de région le 12 octobre 2018 :
« Une réunion pour rien »

L' UNSA a rappelée préambule son attachement à un service public de proximité rendu en tout équité aux citoyens mais aussi la **très grande lassitude des agents** subissant des reformes perpétuelles et son opposition totale à toute mobilité géographique forcée.

Devant l' ensemble des organisations syndicales étaient venues prendre connaissance des propositions définitives, le préfet a alors précisé que les propositions pour le Grand Est n'étaient pas écrites à ce jour, un collège des préfets et un Comité d'Action Régionale (CAR) devant être consultés en préalable .

Il a néanmoins évoqué ce que pourrait être sa copie :

- un confortement du réseau des sous préfectures, réseau inter administrations (services de l'état, CAF mais aussi opérateurs et collectivités le cas échéant)
Une nouvelle fonction polyvalente serait créée dans les 29 Sous Préfectures : accueil physique orientation, information ;

- une stabilisation de l'organisation actuelle au niveau régionale, celle-ci ayant été mise en place récemment (fusion des trois anciennes régions en 2016) ;

- pour les deux départements de l'ex-Alsace, prise en compte du projet d'une collectivité unique Alsace (sans doute par la fusion des conseils départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin). Des conséquences au niveau du contrôle de légalité mais il a été exclu toutes idées de DDI Alsace.

- un effort sur l'immobilier, en rappelant que le responsable était le préfet de département, mais avec un juste retour du produit des ventes ;

- une mise en place progressive de services généraux communs à la carte laissant de domaine de ressources humaines de coté du fait de la trop grande diversité existante ;

- une mise en œuvre de moyens au service d'action transfrontalière ;

- aucune position sur les services de jeunesse et sports tout en reconnaissant l'importance des actions menées en terme de lutte contre la radicalisation notamment ;

- en attente sur l' ingénierie territoriale compte tenu du manque de vision claire sur l' Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) .

Interrogé par l'UNSA sur la forme du retour de ses propositions pour le Grand Est, il est en attente d'une doctrine nationale (de la position des autres Préfets de région ?), sur un éventuel retour et le cas échéant sous quelle forme.

Pour l'UNSA c'est une réunion pour rien
à suivre donc le 12 décembre prochain
Le premier ministre devrait s'exprimer sur CAP 2022